

NOMS DE CHATEAUX ET MARQUES

**Un nom de CHÂTEAU peut/doit figurer
dans plusieurs bases de données**

 www.fgvb.fr

= recensement professionnel des noms de Châteaux du Bordelais

Référencement dans le Fichier Châteaux FGVB

La Fédération des Grands Vins de Bordeaux gère depuis 1990 un recensement professionnel des noms de châteaux, directement consultable sur www.fgvb.fr

Le référencement d'un nom de château suppose obligatoirement la communication de documents justifiant sa validité réglementaire (refonte du Fichier entamée en 2006, à la demande des services des Fraudes).

Contact : FGVB (Fédération des Grands Vins de Bordeaux)

1 Cours du XXX Juillet, 33000 BORDEAUX

tel 05.56.00.22.99 ; fax 05.56.48.53.79 ; www.fgvb.fr; florence.rondeau@fgvb.fr

 www.smart-bordeaux.fr

= base de données – avec étiquettes –
des châteaux et marques du Bordelais

Tout opérateur peut créer des fiches et mettre en ligne ses étiquettes via www.bordeauxprof.com (pour les châteaux, référencement préalable indispensable dans le Fichier Châteaux FGVB).

Contact : CIVB (Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux)

1 Cours du XXX Juillet, 33000 BORDEAUX

tel 05.56.00.22.66 ; fax 05.56.48.53.79 ; www.vins-bordeaux.fr; laurianne.revidon@vins-bordeaux.fr

 www.inpi.fr

= protection marque commerciale

Contact : INPI (Institut National de la Propriété Industrielle) Aquitaine

INPI Aquitaine 1, Place Lainé - CS 11287 33075 Bordeaux cedex

Tél : 0 820 210 211 (service 0,10 €/mn + prix appel) ; fax : 05 56 81 81 93 ; Mél. : aquitaine@inpi.fr

Moyens d'accès : Tram B arrêt CAPC ou parkings "Cité Mondiale" et "Allées de Chartres"

La délégation reçoit uniquement sur rendez-vous, et ne reçoit ni dépôts ni formalités.

☞ voir en page 3 la modification des lieux de dépôt des demandes

CHÂTEAU, terme réglementairement protégé

par le Rt 607-2009 du 14 juillet 2009

fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) no 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les AOP et IGP, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole

par le Décret n°2012-655 du 4 mai 2012

relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des produits vitivinicoles et à certaines pratiques œnologiques (reprenant les dispositions du décret du 19/08/1921 complété par le Décret du 07/01/1993)

Termes réglementairement protégés

| <i>Termes réservés aux seuls vins AOC</i> | | <i>Termes pouvant être employés pour les vins AOC et IGP</i> | |
|---|-----|--|------------|
| Château | AOC | Abbaye | AOC et IGP |
| Clos (1) | AOC | Bastide | AOC et IGP |
| Cru (2) | AOC | Campagne | AOC et IGP |
| Hospices | AOC | Chapelle | AOC et IGP |
| | | Commanderie | AOC et IGP |
| | | Domaine | AOC et IGP |
| | | Mas | AOC et IGP |
| | | Manoir | AOC et IGP |
| | | Monastère | AOC et IGP |
| | | Monopole | AOC et IGP |
| | | Moulin | AOC et IGP |
| | | Prieuré | AOC et IGP |
| | | Tour | AOC et IGP |

(1) clos = vins AOC issus de raisins provenant exclusivement de parcelles de vigne effectivement délimitées par une clôture formée de murs ou de haies vives, ou dont l'appellation comporte ce terme.

(2) cru = exploitation ayant acquis sa notoriété depuis plus de 10 ans

Conditions de validation

Ces termes protégés sont réservés aux **produits bénéficiant d'une AOC** (et/ou d'une IGP), provenant d'une **unité de production autonome avec vignes et chai et ayant été vinifiés dans cette exploitation.**

En effet, ils concernent des « raisins récoltés sur les parcelles d'une exploitation ainsi dénommée et vinifiés dans cette exploitation » ; l'exploitation vitivinicole étant définie comme « une entité déterminée constituée de parcelles viticoles, de bâtiments et équipements particuliers, et disposant pour la vinification et la conservation du vin d'une cuverie particulière individualisée ou identifiée au sein d'une cave coopérative de vinification dont elle fait partie. »

Conséquence : un nom de château (ou autre terme protégé) ne peut être utilisé pour désigner une production issue d'achat de vendanges

Une exploitation peut donc valablement utiliser :

- le **Nom principal** sous lequel elle est notoirement connue,
- éventuellement **un nom supplémentaire** au nom principal, sous réserve de pouvoir démontrer (par tous moyens) une utilisation effective avant 1983.
- tout autre nom devant être justifié par le **rattachement** (fermage, métayage, achat, héritage) d'une autre unité de production distincte

En cas de rattachement de propriétés, la vinification peut avoir lieu soit dans les chais de chacune des propriétés, soit séparément dans les chais principaux en individualisant dès l'apport en chai les récoltes des propriétés rattachées.

→ **On ne peut pas créer autant de noms de châteaux** qu'il y a d'AOC produites sur l'exploitation ou selon la superficie du vignoble, de noms de parcelles, d'acheteurs ou de circuits de distribution...

? Comment justifier la validité réglementaire d'un nom de château ?

Un rattachement de propriété doit pouvoir être prouvé par des documents juridiques tels que des actes notariés d'achat ou des baux de fermages (les noms de châteaux devant être mentionnés dans ces actes). L'antériorité (avant 1983) du nom supplémentaire peut être prouvée par tous moyens : factures, bordereaux d'achat, étiquettes millésimées, citations dans des ouvrages tels que le Féret, anciens dépôts de marques...

CHÂTEAU, marque à protéger

Il est vivement recommandé de procéder - **après recherche d'antériorité indispensable** - au dépôt puis au renouvellement (tous les dix ans) de cette marque auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle, pour la catégorie de produits concernée (classe 33 alcools à l'exception des bières, sans distinction d'origine géographique).

☞ Consultation des marques déposées sur www.inpi.fr, Bases de données, sélectionnez « base marques » puis « accéder au service »

- Avant le dépôt, vérifier si « les conditions de validation des noms de château » sont remplies et s'il n'existe pas d'autres marques similaires (avec ou sans le terme château), et effectuer la recherche d'antériorité.
- Ensuite, surveiller la date de renouvellement (sinon perte antériorité liée au dépôt initial).
- En cas d'achat d'une propriété, veiller sans attendre à faire transférer (et non pas redéposer) le dépôt de marque ; en cas de fermage, à faire inscrire une concession de licence.

Depuis le 1^{er} juillet 2014 (cf Décret n°2014-650 du 20 juin 2014), **il n'est plus possible de procéder à un dépôt de titre de propriété industrielle** (brevets, marques, dessins ou modèles) **ou à un acte de procédure subséquent auprès d'une délégation régionale de l'INPI**. Les dépôts des demandes et les pièces de procédure doivent être remis au siège de l'INPI, selon l'une des modalités suivantes:

- sous forme électronique via le site www.inpi.fr pour les démarches en ligne;
- par télécopie (numéro unique 01.56.65.86.00), suivie d'une régularisation officielle dans un délai de deux jours ouvrés suivant la réception de ladite télécopie;
- par voie postale à l'adresse unique : INPI, 15 rue des Minimes, CS 50001, 92677 Courbevoie Cedex (en recommandé avec avis de réception, en cas d'expiration imminente de délai);
- par dépôt au siège de l'INPI, 15 rue des Minimes, CS 50001, 92677 Courbevoie Cedex.

| Redevances INPI à partir du 1 ^{er} juillet 2015 (arrêté 10/06/15) – Marques | | |
|--|--------------------|--------------|
| | Dépôt électronique | Dépôt papier |
| Dépôt marque (jusqu'à trois classes) | 210 € | 250 € |
| Par classe de produit supplémentaire (au-delà de trois classes) | 42 € | |
| Régularisation, rectification erreur matérielle | 104 € | |
| Opposition | 325 € | |
| Renouvellement marque (jusqu'à trois classes) | 250 € | |
| Par classe de produit supplémentaire (au-delà de trois classes) | 42 € | |

? Pourquoi l'INPI a-t-il accepté mon dépôt de marque (et la redevance) alors que les services des Fraudes m'ont demandé ensuite de supprimer le terme château ?

L'INPI n'a pas pour rôle de vérifier si le déposant peut valablement utiliser un terme réglementairement protégé : le déposant lui-même doit effectuer préalablement cette vérification, de même que la recherche d'antériorité.

? Pourquoi l'INPI me dit que je ne peux pas utiliser le terme château ?

Cette opposition est en général liée à une description trop générale des produits et services lors du dépôt de marque (ex : « vins », alors que le terme château est réservé aux vins AOC) : elle peut être levée en rectifiant le libellé ainsi « vins AOC provenant de l'exploitation exactement dénommée château x... ».

? Comment me protéger contre les risques de contrefaçon à l'étranger?

En effectuant un dépôt de marque dans les pays d'exportation :

Si la démarche export est limitée à l'Europe, dépôt de marque au niveau communautaire auprès de l'**O.H.M.I.** (Office de l'Harmonisation dans le Marché Intérieur, Avenida de Europa 4, E-03008 Alicante – Espagne)

<http://oami.europa.eu/ows/rw/pages/QPLUS/index.fr.do> (« formulaires », puis « dépôt électronique de marque communautaire »)

Si l'export concerne également les pays tiers, dépôt de marque internationale auprès de l'**O.M.P.I.** (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, 34 Chemin des Colombettes, Genève, Suisse)

www.wipo.int/trademarks/fr (onglet à droite de la page, « simulateur de demande d'enregistrement international »)

Questions / Réponses

? Quel nom peut-on donner à une propriété ?

Les viticulteurs peuvent utiliser un nom de lieu-dit, à condition que ce lieu-dit soit effectivement présent sur la propriété, qu'il en représente une part significative et qu'il ne soit pas déjà utilisé par d'autres (sinon ajouter un nom complémentaire pour se différencier). Ils peuvent aussi utiliser un « nom de fantaisie » (sans lien avec le cadastre), sous réserve que ce nom ne fasse pas l'objet d'une protection particulière (ex : tout ou partie du nom d'une AOC).

Dans tous les cas, il importe d'effectuer une recherche d'antériorité parmi les marques déposées auprès de l'INPI.

? Peut-on créer aujourd'hui un nouveau nom de château ?

NON, à moins de créer une nouvelle unité de production autonome avec vignes et chai de vinification.

? Peut-on créer aujourd'hui un nom de château supplémentaire pour différencier un circuit de distribution spécifique ?

NON, car la création d'un nouveau nom de château suppose le rattachement d'une unité de production autonome. Dès lors, deux solutions pour différencier les étiquettes pour une propriété dénommée « *Château X....* » :

Soit créer une marque sans les termes
« château, clos, domaine... »
en reprenant le nom propre X ou un nom
différent

Soit différencier l'étiquette principale (dimension, couleur,
graphisme) en ajoutant un nom de cuvée sous le nom de château
« *Château X....*
(*cuvée*) *Z.....* »

? Est-il vraiment interdit de vendre sous le même nom de château deux AOC différentes ?

NON, car la notion de château est liée à une exploitation, qui peut avoir des vignes dans plusieurs appellations.

? Un nom de Château peut-il être modifié et remplacé ?

OUI, sous réserve des points suivants :

- l'ancien nom était conforme à la réglementation « château » ;
- d'effectuer des recherches d'antériorité par rapport au nouveau nom utilisé ;
- de ne plus utiliser l'ancien nom.

? En cas d'achat d'une parcelle, peut-on créer un nom de château spécifique ?

NON, car la notion de rattachement suppose la reprise d'une unité de production autonome avec vignes et chai.

? En cas de rattachement, la reprise des bâtiments d'exploitation est-il obligatoire pour reprendre le nom de château ?

NON, mais à la condition que la reprise concerne l'intégralité du vignoble et que le nom de château soit mentionné dans l'acte notarié.

? Pourquoi un message d'alerte sur des attestations d'enregistrement au CIVB ?

Depuis 2003, les accords interprofessionnels prévoient que tout nom de château, clos, domaine..., mentionné sur un bordereau (l'étiquette devant être soumise au vendeur) doit préalablement figurer dans le Fichier Châteaux FGVB.

Une vérification est effectuée au moment de l'enregistrement des transactions, - avant de valider les fiches dans smart-bordeaux, avant de délivrer des attestations d'exportation (ex : pour le Brésil), lors des candidatures au stock-outil CIVB.